

Résolution présentée par la délégation de la

République bolivarienne du Venezuela

Thème Conflit et sécurité internationale

Concerne Manifestations politiques : la paix mondiale dangereusement menacée

L'Assemblée Générale,

Inquiétée par la croissance exponentielle des manifestations d'ordre politique à travers le monde entier, en effet, depuis 2006 ce fléau se répand telle une épidémie, si bien que, d'après plusieurs estimations ayant étudié 52 manifestations différentes, il en est ressorti que ces dernières ont rassemblé plus d'un million de malfaiteurs chacune,

Convaincue que ces événements démesurés n'apportent que destruction et violence ainsi qu'une dangereuse fragilisation la société,

Révoltée de voir nos ressources économiques s'envoler dans la réparation des dégâts et dans les dispositifs de sécurité, et d'observer notre peuple mis à feu et à sang, prenons l'exemple de la France qui, en en mars 2023, a dû faire face au fléau que sont les manifestations en mobilisant presque 20'000 agents des forces de l'ordre dont presque 10% d'entre eux ont été blessés,

Sidérée d'observer que le but principal de l'ONU, qui est de garantir la paix, n'est pas respecté et que l'article 1 de la charte des Nations Unies est impunément bafouée en laissant les détracteurs de la paix agir, cet article stipule que si la situation le nécessite, il est possible de prendre des mesures collectives et efficaces afin de prévenir ou réprimer tout acte d'agression ou de rupture de la paix,

Félicitant les illustres nations telles que la Chine, le Qatar ou encore les Emirats Arabes Unis qui placent la paix et la prospérité de leur nation au centre de leurs préoccupations, afin de garantir la sécurité de leurs concitoyens et la stabilité économique,

Décide de mettre en place des mesures permettant de rétablir la paix ;

- d'inviter les Etats à contrôler de manière plus stricte toutes manifestations ou dissidences politiques au sein de leur nation ;
- la création d'une assemblée annuelle de décharge des idées d'une durée de trois jours, où chacun pourra venir s'exprimer librement, organisée et contrôlée dans chaque pays participant au programme de pacification de son territoire par le commissariat de la bienséance démocratique (le CBD) qui fera office de médiateur afin d'assurer le bon déroulement de l'assemblée.

*Le texte français fait foi*